

## EUROPE

### ÉLECTIONS EUROPÉENNES J-2

# La montée en puissance des droites radicales

Les élections européennes s'annoncent comme un temps fort pour les partis d'extrême droite : elles pourraient consacrer leur influence grandissante, comme en témoigne déjà l'évocation de possibles alliances, sans pour autant les placer au centre du jeu.

**L**es sondages prédisent à l'unisson des scores en hausse pour les droites radicales et nationalistes. Pas au point cependant a priori de mettre en pièces la « grande coalition » des trois principaux groupes actuels (droite, socialistes, centristes) au sein de laquelle se forment les compromis et qui permet d'adopter une grande majorité des votes au Parlement. « Ces forces de droite radicales, populistes, dont certaines sont extrêmes vont progresser mais cela ne va pas être un raz-de-marée », anticipe Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Schuman.

#### QUI SERA TROISIÈME ?

Ces forces avancent en ordre dispersé au Parlement, où elles sont divisées en deux groupes : les

Conservateurs et réformistes européens (ECR) et Identité et démocratie (ID, rassemblant notamment le RN français et l'AfD allemande). La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, candidate à un second mandat et issue du PPE (droite), principal groupe au Parlement, a exclu de coopérer avec les derniers, accusés d'être des alliés du président russe Vladimir Poutine. Mais, fait notable, elle a laissé la porte ouverte à des alliances avec ECR, la famille politique dirigée par l'Italienne Giorgia Meloni, qui comprend aussi des formations d'extrême droite comme Vox en Espagne ou Reconquête d'Éric Zemmour.

« Cela dépendra de la composition du Parlement et de qui est dans quel groupe », a déclaré fin avril la res-

ponsable allemande, suscitant l'indignation chez les sociaux-démocrates et les Verts.

Giorgia Meloni, entrée dans la campagne comme tête de liste de son parti post-fasciste Fratelli d'Italia, ambitionne quant à elle de créer en Europe « une majorité qui unisse les forces de droite, pour renvoyer la gauche dans l'opposition ».

Or jusqu'à présent, les principaux alliés du PPE sont les Socialistes et démocrates (S&D) et Renew Europe (centristes et libéraux).

« Aujourd'hui d'après les sondages, il n'y a pas de coalition stable autre que celle qui est actuellement aux affaires », juge Pascale Joannin.

Selon les enquêtes, le PPE devrait rester la première force politique au Parlement, suivi des Sociaux-démocrates, malgré des pertes prévues pour ces deux familles.

L'enjeu est de savoir qui arrivera à la troisième position actuellement occupée par Renew Europe (comprisant le parti Renaissance d'Emmanuel Macron), donné en baisse et menacé par la poussée prévue d'ECR et d'ID.

En fonction du score de son parti, Mme Meloni « va vouloir essayer d'obtenir des postes, d'influer sur des questions qui lui sont chères, comme la migration, de peser sur les débats en disant, "j'ai tant de députés donc si vous voulez sur ce sujet avoir mes voix, il

faudra faire comme ça" », ajoute-t-elle.

Deux experts de l'Institut Jacques Delors, Nathalie Brack et Awenig Marié, estiment aussi que la coalition actuelle « devrait continuer de dominer le processus décisionnel après les élections », mais que « la consolidation de la droite nationaliste et conservatrice pourrait venir accroître la fréquence des coalitions de droite formées par les groupes PPE et ECR ».

Pour obtenir une majorité suffisante il faudrait toutefois qu'ils reçoivent le soutien de Renew ou d'ID, deux options incertaines, relèvent les auteurs.

Ils notent qu'un rapprochement des droites, y compris ID, s'est fait récemment sur des sujets spécifiques, par exemple pour rejeter ou diluer certaines normes du Pacte vert accusées de peser sur les entreprises et ménages.

#### TOP JOBS

La coprésidente du groupe des Verts au Parlement, Terry Reintke, souligne qu'une montée des droites radicales rendrait « plus difficile d'organiser des majorités en faveur de la protection du climat, des préoccupations sociales ou d'une position claire face aux gouvernements autoritaires ».

L'hypothèse d'une fusion des groupes ECR et ID semble en tout cas peu probable, tant les divisions entre les deux groupes sont importantes,

notamment vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie, ainsi que des États-Unis. Reste à savoir quel groupe intégrera le Fidesz du Premier ministre hongrois Viktor Orban, resté proche de Moscou malgré l'invasion de l'Ukraine.

Les équilibres politiques issus des élections européennes détermineront l'attribution des « top jobs », les postes à la tête des institutions de l'UE (principalement Commission, Conseil, Parlement). ■

## LE CHIFFRE DU JOUR

**1,5** L'Union européenne émet 1,5 fois plus de gaz à effet de serre (GES) par habitant que la moyenne mondiale ; les États-Unis, près de trois fois plus. Cependant, rapportées à leur PIB, leurs émissions de GES sont inférieures à la moyenne mondiale. Au sein de l'UE, la France se caractérise par un mix énergétique et, donc, une production dans son ensemble moins carbonée que ses partenaires.

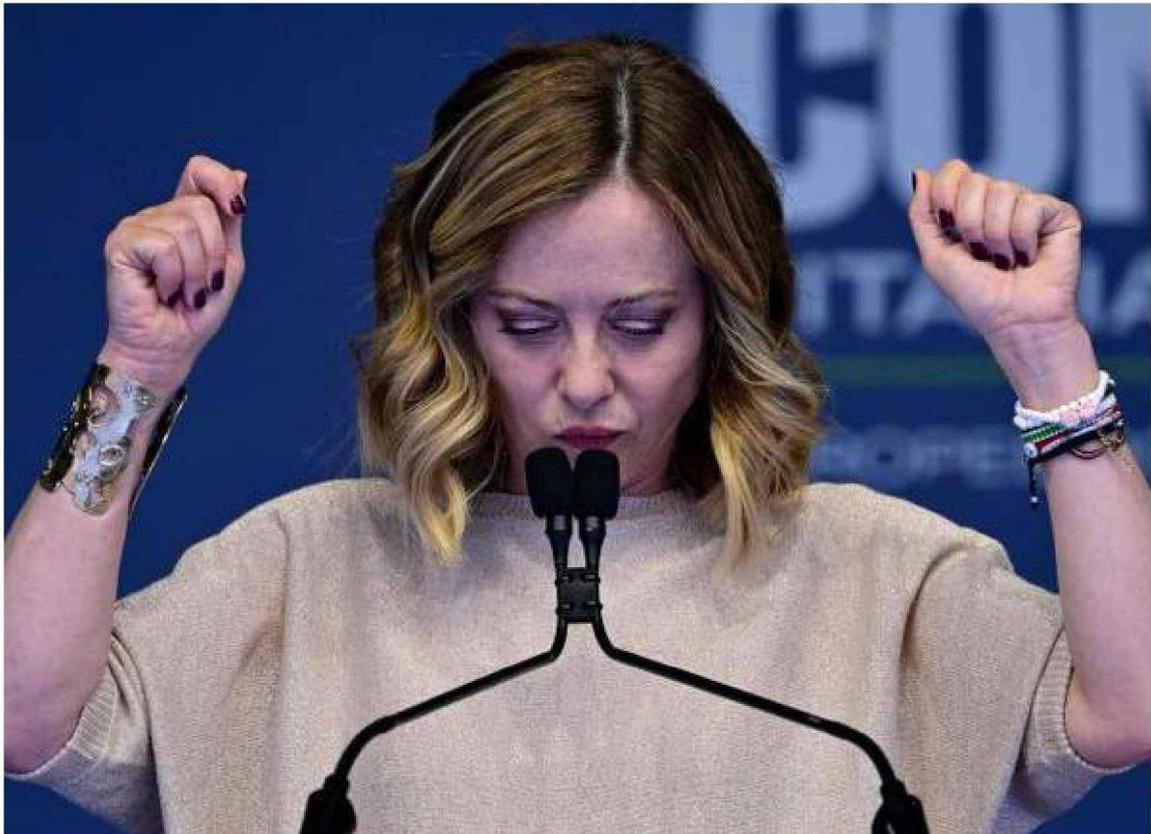
## LA PHRASE DU JOUR

*« L'Europe est née grâce à la France, elle ne doit pas mourir à cause de la France »*

Gabriel Attal

## L'INFO DU JOUR

La plupart des États membres forment une seule circonscription nationale. Par exemple, les listes proposées aux Français lors du scrutin de 2019 étaient les mêmes partout, peu importe le lieu de résidence sur le territoire. Avant cela, l'Hexagone était découpée en 8 circonscriptions régionales. Chaque parti ne présentait alors pas une seule liste, mais 8 différentes selon la région.



Giorgia Meloni « va vouloir essayer d'obtenir des postes, d'influer sur des questions qui lui sont chères, comme la migration, de peser sur les débats... » AFP

## LE FACT-CHECKING DU JOUR

### Les eurodéputés travaillent-ils trop peu ?

Au cours de la 8<sup>e</sup> législature (2014-2019), les eurodéputés français ont participé, en moyenne, à 89,83 % des votes par appel nominal en session plénière. Selon le groupe de réflexion indépendant Votewatch, ce score place les Français à la 11<sup>e</sup> place des États membres, le podium étant occupé par les Maltais, les Autrichiens et les Belges, tandis que leurs collègues britanniques, grecs et chypriotes ferment le classement.

Afin de mesurer l'influence effective des parlementaires, VoteWatch a construit en 2016 un algorithme qui permet de classer les eurodéputés en fonction de

leur contribution à l'élaboration des politiques de l'Union européenne, de leur réseau et du leadership qu'ils exercent, notamment dans les commissions du Parlement. Son dernier classement des « 100 eurodéputés les plus influents » a été publié le 23 avril 2019... Et aucun député français ne figure dans le top 15, alors qu'on y retrouve 3 Allemands, 2 Italiens, 2 Espagnols, 2 Grecs, mais aussi une Roumaine, un Autrichien, une Polonaise, un Belge ou encore un Britannique et un Tchèque. Au final, la France dispose de 11 eurodéputés parmi les 100 élus les plus influents du Parlement européen.